

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Poulin, Richard. *La politique des nationalités de la République populaire de Chine : De Mao Zedong à Huo Guofeng*. Québec, Éditeur officiel du Québec, Col. « Documentation du Conseil de la langue française », no 17, 1984, 216 p.

par Denise Helly

Études internationales, vol. 16, n° 4, 1985, p. 908-911.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701951ar>

DOI: 10.7202/701951ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

la société Pepsi Cola et les entreprises chinoises, etc.. Les auteurs concluent, que les ententes bilatérales dans le domaine de l'industrie légère ont été (et continueront peut-être) d'être une alternative aux nombreux problèmes rencontrés dans le domaine de l'industrie lourde. Notons cependant l'absence de toutes méthodologies. Les auteurs n'indiquent ni comment et ni pourquoi ils ont sélectionné les cas qu'ils nous présentent. S'agit-il d'une liste proposée par l'Académie des sciences sociales de Chine, de cas individuels rencontrés au hasard ou de cas-type ? Un simple avertissement prévient le lecteur des difficultés d'interprétation de l'enquête de cas. Cet avertissement apparaît aussi mal justifié puisque les enquêtes elles-mêmes ne permettent que très peu de déduction. Elles sont pour la majorité une simple transcription de chiffres sur la valeur des contrats et traitent très superficiellement des difficultés liées à la signature ou à la réalisation des contrats, de sorte que la conclusion des auteurs apparaît plus comme une évidence qui va de soi, que comme le résultat d'une analyse scientifique.

Personnellement, nous croyons que ce manque méthodologique est en partie responsable de la vision étroite que nous proposent les auteurs de la « politique de la porte ouverte », comme s'il ne s'agissait que d'une question d'ententes bilatérales entre les sociétés étrangères et les entreprises chinoises. Les auteurs ne mentionnent nulle part les nombreux accords inter-universitaires, les ententes entre les sociétés savantes, l'envoi d'étudiants chinois à l'étranger, les programmes cadres récemment élaborés entre institutions spécialisées, ou encore les grands projets financés par des organismes comme la Banque Mondiale, l'ONU ou l'ACDI ; c'est-à-dire, autant d'aspects de la « politique de la porte ouverte » qui jouent un rôle aussi, sinon plus important que la signature de contrats avec des firmes étrangères, « dans la quête de technologie et de capitaux étrangers ».

Ceci dit, là où les auteurs se distinguent le mieux, c'est dans l'analyse des ressources énergétiques de la Chine. Suite à un excellent travail de recherche bibliographique, les auteurs montrent clairement comment l'apport

de technologie étrangère ne peut qu'avoir un impact très limité, dans un des secteurs vitaux pour l'avenir industriel du pays. Cette démonstration rend parfaitement compte d'un des facteurs importants de ralentissement de la politique d'ouverture.

Parmi les autres facteurs de ralentissement retenus par les auteurs dans le dernier chapitre sur les « problèmes et les perspectives d'avenir », notons la force de la concurrence internationale, le niveau trop bas des salaires qui mine la motivation des ouvriers, et l'impossibilité pour les firmes étrangères de pénétrer le marché interne.

Ces dernières observations sont intéressantes et ne peuvent être plus exactes. Mais, étant donné ce qui a été dit précédemment, elles n'expliquent que très partiellement les causes ou les conséquences de la « politique de la porte ouverte ». En résumé, le livre mérite sans aucun doute d'être lu, mais le lecteur devra plus y voir une « étude des formes spéciales du commerce chinois », comme le dit le sous-titre, contrairement à une analyse de « la politique de la porte ouverte », comme nous le suggère le titre.

Gervais LAVOIE

*Université de Paris X
Paris, France*

POULIN, Richard. *La politique des nationalités de la République populaire de Chine : De Mao Zedong à Hua Guofeng*. Québec, Éditeur officiel du Québec, Coll. « Documentation du Conseil de la langue française », n° 17, 1984, 216 p.

Est appelée nationalité minoritaire en Chine communiste toute population qui, avant 1949, présentait un mode d'organisation sociale différent de celui de la population majoritaire han. Ces minorités présentaient parfois d'autres différences, phénotypiques, linguistiques, religieuses. Elles composaient une population de moindre importance (6 % de l'ensemble chinois) mais occupaient la moitié du territoire reconnu comme chinois, se trouvant établies sur la totalité des frontières de ce dernier. Certaines, de plus, développaient des similitudes socio-culturelles et même des liens

formels avec des populations sises dans des pays frontaliers de la Chine.

L'ouvrage s'intéresse à la politique adoptée par le régime communiste vis-à-vis de ces minorités. Il se présente comme une double description: une, empirique, de la mise en tutelle de ces populations par le pouvoir communiste; une autre, plus analytique, tentant de retracer les positions du Parti communiste chinois (PCC) sur la question des minorités nationales. Ces deux descriptions sont menées par une argumentation: le PCC développe un nationalisme de 'grande nation', soit celui des Han, n'adhérant pas au précepte de l'internationalisme prolétarien et reproduisant au contraire la thèse stalinienne du socialisme national. La politique des nationalités du régime communiste chinois est ainsi vue comme déterminée par la consolidation d'un appareil d'État que vient légitimer une idéologie nationale valorisant l'histoire et l'organisation sociale des Han. À ce titre elle est condamnée par l'auteur qui, en sa conclusion, rassemble ses éléments d'analyse, remplaçant le nationalisme du PCC dans le contexte du mouvement international communiste passé au service des intérêts nationaux de l'URSS dans les années 1920-1930.

La mise en tutelle des non-Han par Pékin depuis 1949 nous semble réelle. Le gouvernement central s'est assuré juridiction dans un ensemble de domaines: contrôle des frontières, détermination de la politique industrielle et des investissements majeurs, influence prépondérante du PCC dans les instances décisionnelles locales. Tout en mettant sur pied des gouvernements locaux et prônant libertés religieuse, et linguistique, il demeure le maître d'oeuvre du développement économique et social des territoires habités par les non-Han. Si la description empirique de la politique des nationalités chinoises nous apparaît relativement exacte à l'exception de quelques faits sur lesquels nous reviendrons, l'analyse socio-politique de cette politique nous semble, par contre, totalement circulaire et non significative.

En effet, cette analyse ne fait que reprendre les arguments avancés par le discours stalinien et le PCC pour expliquer le nationalis-

me de celui-ci: allégeance du PCC à partir des années 1930 au Parti communiste d'Union soviétique, explication de la bureaucratiation et de la nationalisation du mouvement ouvrier par la situation internationale la pression exercée par l'impérialisme sur l'URSS. Pareillement les arguments avancés par le PCC pour refuser le droit à l'auto-détermination de non-Han et toute création d'une Confédération socialiste chinoise sont repris: sécurité nationale, besoins de ressources dont les territoires des non-Han sont riches, alliance avec la bourgeoisie pour entreprendre le développement économique de la Chine.

L'auteur condamne radicalement cette position. Dès lors, en dehors de l'affirmation d'une conviction politique en faveur de l'internationalisme prolétarien et de l'auto-détermination des peuples, quelle serait, selon lui, l'analyse socio-politique qui placerait les contraintes évoquées par les deux partis en cause, dans une autre dynamique qui aurait évité une 'dégénérescence' du mouvement ouvrier? Sur ce point, l'auteur reste muet et ce silence se lit sous forme de lacunes conceptuelles et factuelles.

Jamais l'auteur n'effectue de retour sur ses propres *a priori* politiques et théoriques. La bureaucratiation du mouvement ouvrier tint-elle uniquement à la pression impérialiste? Que dire de l'analyse marxiste de la dégénérescence de l'État, de sa vision du changement social qui en Chine plaça les non-Han au rang de sociétés archaïques, primitives, de sa conception de l'évolutionnisme, du rôle du Parti? Que dire encore de sa croyance messianique en l'idéologie de progrès qui le porte aisément à adopter une pratique économiste de son incapacité à penser les luttes de classe dans les sociétés dites communistes? Ces lacunes de la théorie marxiste sont à introduire dans toute analyse de la contrainte étatique et bureaucratique qui mène les sociétés communistes et peu importe qu'elles fussent ou non dans les textes des théoriciens fondateurs, elles sont dans l'histoire.

Faute d'une telle préoccupation conceptuelle et d'une remise en cause analytique du discours des partis soviétique et chinois sur leurs nécessaires nationalismes, l'auteur obli-

tère des faits majeurs. L'auteur aurait voulu qu'en 1949 le PCC créât une Confédération de républiques socialistes, intégrant les éventuelles républiques du Tibet, de Mongolie, du Xinjiang et d'autres populations non-han. L'espoir est légitime, mais curieusement jamais ne sont décrites ces sociétés non-han de 1949, leur incapacité socio-économique et militaire à enrayer une pénétration des États-Unis, de la Grande-Bretagne et ne l'oublions pas, de l'URSS. Certes le PCC aurait pu assumer une nouvelle lutte et peut-être une guerre contre ces rivaux étrangers en s'appuyant sur les éléments favorables à son projet? Où étaient ces éléments au Xinjiang, au Tibet, au Yunnan où le PCC n'avait aucune implantation, où l'idéologie communiste n'avait guère pénétré? Nous ne pouvons trouver qu'un seul fondement au raisonnement de l'auteur: la croyance au spontanisme des 'masses opprimées' qui auraient admis sans questionnement la légitimité d'un projet communiste leur offrant le partage du pouvoir. C'est pour commencer, faire peu de cas des systèmes idéologiques de ces 'masses' et tout simplement les oblitérer au nom de la validité incontestée de l'idéologie de progrès. C'est, pour continuer, faire tout aussi peu de cas du prix politique et économique à encourir pour un parti qui venait de gagner le pouvoir après vingt ans de lutte. Les élites locales auraient dû être éliminées radicalement.

Faillie conceptuelle et factuelle se retrouve dans d'autres volets de la description et de l'analyse. Un chapitre est consacré à la politique linguistique de Pékin en zones non-han. Est affirmée la volonté du PCC d'assimiler les non-Han et est présentée comme preuve l'imposition d'une langue nationale, le mandarin, non connue des minorités. Au niveau factuel, l'affirmation est fautive. À l'exception de la période de la Révolution culturelle et ce, sans résultats, jamais le mandarin ne fut imposé aux niveaux primaire et secondaire dans les établissements fréquentés par des élèves issus des minorités. Le mandarin est langue de la nouvelle élite créée par Pékin et uniquement obligatoire dans les universités et les instituts techniques. Il est aisé de mentionner comme cas probants, ceux des Zhuang et des Mongols fortement sinisés avant 1949. De plus la mi-

gration de nombreux Han dans les régions des minorités n'a même pas entraîné une extension notable de l'usage du mandarin car ces cadres et ouvriers gagnent des centres urbains et industriels où les non-Han sont minoritaires.

D'autre part, comment fonder l'équation entre imposition d'une langue nationale et assimilation? L'auteur semble répéter l'erreur culturaliste soit confondre culture et ethnicité, ramener la culture à des produits matériels et faire même du politique un dérivé de l'écologie (p. 105, dernière phrase comme exemple le plus clair). L'ethnicité est un processus d'affrontements socio-politiques dans lequel la culture s'avère et moteur, et instrument, mais en rien fondement. Encore une fois, l'auteur prend à la lettre le discours du PCC qui affirme que l'antagonisme entre Han et non-Han n'est en rien politique mais simplement lutte entre deux stades de développement socio-culturel différents. Cette réduction de la culture à un soit-dit mode de production est commune dans les ouvrages de vulgarisation marxiste mais dans le cas de cet ouvrage, elle démontre combien l'auteur ne s'est réellement intéressé à comprendre les fondements de la politique des nationalités de Pékin. Celle-ci n'est qu'une solution aux conflits sociaux internes de la société socialiste chinoise qui demeurent actifs mais jamais dits et analysés par les instances dirigeantes (lutte sur le mode de développement, sur la taille de l'unité de production, sur le pouvoir des élites bureaucratiques, sur les clivages régionaux, rural/urbain,...) Et ce passage sous silence conduit le gouvernement à adopter un discours culturaliste que les élites locales non-han reprennent dans leur lutte contre le pouvoir central.

Cette confusion théorique s'avère parfois drolatique au fil des pages lorsqu'on peut voir l'auteur utiliser des thèses certes matérialistes et écologiques de la culture comme celles de sinologues européens connus. (Lattimore et Grousset). Il est en effet une thèse qui veut montrer la supériorité du système agraire han sur les systèmes de pastoralisme nomade de certaines populations non-han, ayant depuis une histoire millénaire, menacé la Chine sur ses frontières septentrionales. Cette vision de

la supériorité de l'agriculture sur le pastoralisme nomade n'est qu'une interprétation d'une certaine intelligentsia européenne qui répercute depuis trois siècles ou presque le mythe de la supériorité de la civilisation chinoise. À l'origine, ce mythe fut utile à la monarchie française qui vit dans l'Empire chinois un système oeuvrant au bien-être du peuple paysan. La réalité est autre. Les Han ne disposèrent d'aucune supériorité sur les nomades non-han du fait de l'utilisation ingénieuse de leur niche écologique. Leur système sociopolitique ne leur permettait en rien de mobiliser hommes et ressources pour contrer l'influence des nomades. Et ceux-ci conquièrent la Chine han à plusieurs reprises. Quant au fait qu'ils adoptèrent nombre d'usages han (système administratif entre autres), cela ne montre en rien la valeur de la dite civilisation chinoise mais met à jour un simple mécanisme de contrôle politique utilisé par les sociétés nomades lors de leur expansion. Elles adoptèrent similaire politique dans ce que l'on dénomme actuellement le Moyen Orient, lors de leurs invasions et conquêtes de territoires de cette région des millénaires ou des siècles auparavant.

Pour en terminer enfin, disons que les diverses prises de position de l'auteur ne le conduisent guère à s'intéresser à la dynamique de la société chinoise et à celle introduite par la politique des nationalités en territoires non-han: constitution d'une bureaucratie native, nouveaux clivages socio-économiques au sein d'une même minorité, tensions entre villes et campagnes marginalisation des populations rurales, non-assimilation, contestation et possibilités de mobilisation politique contre Pékin, formes de mobilité sociale, et surtout revirements successifs dans l'application de la politique des nationalités par Pékin (1957, 1961-1962, 1966, 1971, 1982). Mais trouvant ces faits certainement trop triviaux ou décevants pour être suivis, l'auteur de conclure en ses dernières lignes que Pékin doit reconnaître des États non-han indépendants et socialistes. Le Tibet est cité en exemple aux pages 171-172. Certes, mais pourquoi nombre de Tibétains semblent-ils favoriser le retour du Dalai-

Lama? Celui-ci serait-il devenu socialiste à leurs yeux?

Denise HELLY

*Institut québécois de recherche sur la culture
Montréal*

WANG, James C.F. *Contemporary Chinese Politics: An Introduction*. Scarborough, Prentice Hall Canada Inc., Second Edition, 1985, 416 p.

La Chine, pays évocateur s'il en est un, fascine l'Occident depuis des siècles par son exotisme et ses mystères. Aujourd'hui surtout, la Chine demeure pleine d'intérêt pour le monde et pour l'Occident en particulier et ce, pour toutes sortes de raisons.

Ses façons de faire sont uniques et complexes. Elles relèvent autant de la tradition que du pragmatisme. Voilà déjà une des conclusions que l'on peut tirer de la lecture de « *Contemporary Chinese Politics* ». Ce livre, qui comme son nom l'indique, est un ouvrage d'introduction, est une véritable perle du genre pour quiconque s'intéresse tant soit peu à la Chine, de celle des mandarins à la « nouvelle » Chine de Deng Xiaoping.

L'ensemble de l'ouvrage est structuré en trois temps majeurs. Tout d'abord l'auteur décrit la base idéologique sur laquelle s'est édifiée l'organisation étatique laquelle contrôle et compose avec les forces contenues et issues de la population.

Dans le premier chapitre, Wang survole de façon détaillée les principales étapes qui ont mené les Chinois à la révolution avec pour guide Mao Zedong. Puis l'auteur montre quels événements ont suivi la révolution culturelle et le décès du Grand Timonier: le procès de la Bande des Quatre, la montée et la chute du Hua Guofeng et le début de la nouvelle ère du pragmatisme à partir de 1982 avec Deng Xiaoping.

Le lecteur peut ensuite voir quelle a été l'évolution de l'idéologie communiste telle qu'implantée par Mao puis reprise et modifiée quelque peu par ses successeurs.